



SECTION
DOUBS



SECTION du Doubs

SECTION CTL « Suppressions d'emplois »

du 19 janvier 2024

Reconvocation

Déclaration Liminaire

Madame la Présidente du CSAL,

200 : c'est le chiffre des suppressions d'emplois 2024 à la DGFIP confirmé au Comité Social d'Administration de Réseau du 11 décembre 2023 dernier.

A ce CSAR, FO-DGFIP a refusé de cautionner par sa présence la poursuite d'un plan social qui depuis des années ne dit pas son nom. Mais cette nouvelle saignée dans les effectifs, pour être annoncée n'en est pas moins insupportable pour les agents et lourde de conséquence pour l'exercice quotidien des missions.

21000 emplois supprimés dans notre administration depuis 2012 !
Au niveau de notre direction 191 emplois ont été supprimés pendant cette période.

On cherchera en vain l'équivalent d'un tel traitement dans le secteur privé ou une poignée d'emplois supprimés déclenche légitimement une émotion largement médiatisée.

La poursuite de cette politique finira un jour par jouer des tours au pays tout entier, aux citoyens, aux territoires, à la cohésion sociale, au consentement à l'impôt, à l'égalité bref, à la République.

Car on oublie trop souvent, la DGFIP, 2ème administration civile de l'État, souvent réduite à ses missions les plus visibles, les plus médiatisées est une des dernières administrations du coin de la rue quand tant d'autres sont parties depuis bien longtemps.

De la facture de crèche aux successions, elle accompagne nos concitoyens à chacune des étapes de leur vie et finance par son activité et grâce à l'engagement et la conscience professionnelle de ses agents l'ensemble des politiques publiques.

Elle constitue enfin l'ossature financière de l'État. C'est sans doute pour cela qu'on lui en veut.

Ce sont les agents qui sont exemplaires ! Et exemplaires, ils ont une nouvelle fois démontré qu'ils l'étaient en accompagnant hôpitaux et collectivités et en soutenant les secteurs économiques en difficulté dans cette crise qui n'en finit plus.

Les personnels continuent de compenser, au prix de la dégradation de leurs conditions de travail et parfois même au prix de leur santé, les moyens qu'on leur refuse.

Au jour le jour, partout sur le territoire, ils déploient des trésors d'ingéniosité et de dévouement pour continuer à exercer des missions de service public auxquelles ils sont inconditionnellement attachés. Mais ils sont désormais, dans tous les services, fatigués, démotivés et souffrent de l'absence de reconnaissance.

Pour l'instant cette douleur est muette, comme le sont souvent les plus sourdes, mais jusqu'à quand ?

L'affaire France Télécom et son machiavélique plan social devraient pourtant nous interroger et à minima vous alerter, tellement les similitudes sont grandes : restructurations massives, contractualisation à tout va, déplacement de personnels subis, changement de missions à marche forcée, mal être, souffrance au travail...

Les agents des finances publiques sont particulièrement attachés au service public, à ses valeurs et témoignent d'un investissement exceptionnel et d'une conscience professionnelle hors norme qui expliquent en partie le maintien de la performance mesurée par les indicateurs. Mais jusqu'à quand ? La DGFIP est bien davantage qu'un réservoir à économies, elle est un service public avant tout !

Au niveau de notre département pour cette année, vous enclenchez une campagne de suppression d'emplois et de redéploiement dans les SGC, qui restent en souffrance suite au NRP.

Pour le contrôle fiscal local la seule création d'un emploi au sein du PCRFP n'entraînera pas pas une dynamique pour restaurer un contrôle fiscal digne de ce nom.

Les agents des finances publiques de notre direction en ont assez d'être exemplaires ! Madame la Présidente, laissez nous nos missions et nos emplois !

Les élus FO-DGFIP du Doubs